

CSI RAPPORT

CSI, Confédération syndicale internationale
Décembre 2009

"Enfance birmane: une génération sacrifiée"

"Le point sur l'impact des
violations des normes
du travail et des droits
humains sur la situation
des enfants en Birmanie"

Créée le 1er novembre 2006, la CSI représente 175 millions de travailleurs, dont 40% de femmes au sein de 311 organisations affiliées nationales dans 155 pays.

La CSI est une Confédération de centrales syndicales nationales, dont chacune rassemble les syndicats d'un pays donné. L'affiliation est ouverte aux organisations syndicales qui sont indépendantes de toute influence extérieure et qui sont dotées d'une structure démocratique.

La première mission de la CSI consiste à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des travailleurs/euses au travers de la coopération internationale entre les syndicats, de campagnes mondiales et d'actions militantes au sein des principales institutions internationales. Le document de programme adopté lors du Congrès de fondation de la CSI expose le cadre stratégique général de la Confédération.

Ses principaux domaines d'action sont: les droits syndicaux et les droits humains, l'économie, la société et le lieu de travail, l'égalité et la non-discrimination, la solidarité internationale.

La CSI adhère aux principes de la démocratie et de l'indépendance syndicales tels que précisés dans ses statuts.

—
CSI

5 Boulevard du Roi Albert II, Bte1

1210 Bruxelles

Belgique

Téléphone: +322 224 02 11

Fax: +322 201 58 15

E-mail: <mailto:info@ituc-csi.org>

www.ituc-csi.org

"Enfance birmane: une génération sacrifiée"

"Le point sur l'impact
des violations des
normes du travail et
des droits humains
sur la situation des
enfants en Birmanie"

Table des matières

I. Introduction	7
II. Quelques données et statistiques sur la Birmanie	8
III. De 1962 à 2009: 47 années de dictature	8
IV. Niveau de vie en Birmanie	11
4.1 Généralités	11
4.2 Quelques exemples de salaires	11
V. L'enseignement en Birmanie	13
5.1 Les politiques de la junte entraînent l'un des plus faibles taux de scolarisation du monde	13
5.2 Les solutions alternatives	18
5.3 L'enseignement supérieur	20
VI. Le travail des enfants	23
VII. Le travail forcé des enfants pour le compte des autorités	27
VIII. Santé	31
IX. Conclusions	33
X. Notes	34

I. Introduction

La population birmane¹ est jeune: environ 25% des Birmans ont moins de 14 ans², et 40% moins de 18 ans³. La dictature militaire au pouvoir en Birmanie n'accorde pourtant aucune priorité au développement et au bien-être des enfants. Elle consacre au moins 40% du budget de l'Etat à l'armée⁴, alors que le pays ne subit aucune menace extérieure, et ne laisse que des miettes pour des secteurs aussi importants que l'enseignement et les soins de santé. Ces deux secteurs publics sont donc à la dérive, et finissent par être subsidiés par les habitants eux-mêmes, alors qu'ils sont déjà parmi les plus pauvres du monde.

La situation économique catastrophique résultant de la politique des différents gouvernements militaires qui se succèdent depuis des décennies en Birmanie oblige une grande majorité des parents à compter sur le travail de leurs enfants pour nourrir la famille. Les pires formes de travail d'enfants sont répandues en Birmanie, que ce soit dans l'armée, le travail domestique, la prostitution ou ailleurs. Le travail forcé imposé chaque jour par les militaires à des centaines de milliers de Birmans n'épargne pas les enfants.

La dictature militaire ne tolérant aucune critique, il est extrêmement dangereux d'aborder en public les thèmes liés aux droits sociaux, aux droits humains ou aux droits des enfants. La censure de la junte empêche les médias birmans de publier des reportages montrant les réalités du pays. Selon l'Association d'aide aux prisonniers politiques birmans, plus de 2.100 prisonniers politiques sont détenus en Birmanie. Une trentaine de syndicalistes figurent parmi eux, ils ont été condamnés à des peines allant de cinq ans à la prison à vie. Beaucoup d'entre eux ont été (ou sont encore) torturés. Cette répression sauvage de toute activité syndicale indépendante empêche les travailleurs et travailleuses birman(e)s de revendiquer de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et l'abolition du travail des enfants et du travail forcé.

Ce rapport a pour but de donner un aperçu des violations des droits des enfants grandissant en Birmanie, et de leurs liens avec les violations généralisées des droits syndicaux. Il fait suite à une enquête menée en août et septembre 2009 dans ce pays afin de rencontrer des dizaines d'intervenants dans le domaine de l'enfance: enseignants, parents, enfants, syndicalistes clandestins, médecins, travailleurs sociaux, organisations internationales, etc. Nous les remercions pour le temps qu'ils nous ont accordé, d'autant qu'ils ont pris des risques en osant nous parler des réalités de leur pays. Afin de ne pas les mettre davantage en danger, nous avons modifié les noms de ceux qui préféraient garder l'anonymat et, dans certains cas, nous sommes restés vague sur les lieux de certaines localités où les rencontres ont eu lieu.

II. QUELQUES DONNEES ET STATISTIQUES SUR LA BIRMANIE

Population: 50 millions

Capitale: Nay Ppy Taw

Plus grande ville: Rangoon (renommée Yangon par la junte militaire)

Superficie: 676.552 km²

Nature du régime: dictature militaire dominée par le SPDC (State Peace and Development Council, c'est-à-dire Conseil national pour la paix et le développement)

Chef de l'Etat: général Than Shwe

Espérance de vie à la naissance: 64 ans pour les femmes, 59 ans pour les hommes

Taux d'alphabétisation des adultes: 84,7 % (officiellement)

PIB par habitant: 2.704 dollars (Estimations Economist Intelligence Unit pour 2008)

Taux de mortalité infantile des moins d'un an (2007): 74 ‰

Taux de mortalité infantile des moins de cinq ans (2007): 103 ‰

Population urbaine: 30%

Monnaie nationale: le kyat (1 dollar US = 5,51 kyats au taux officiel, mais 1.150 sur le marché noir en août 2009)

Religions: bouddhiste (85%), animiste (5%), chrétienne (4,5%), musulmane (4%), hindoue (1%)

III. De 1962 à 2009: 47 années de dictature

La Birmanie a obtenu son indépendance du Royaume-Uni en janvier 1948, après de longues négociations menées par le général Aung San, assassiné six mois plus tôt. Une démocratie parlementaire s'installe tant bien que mal, malgré l'activité de nombreux mouvements rebelles. En 1962, un coup d'Etat militaire mené par le général Ne Win renverse le gouvernement. Le nouveau régime engage son pays sur la "voie birmane du socialisme", qui entraîne une catastrophe économique et se double d'une réduction drastique des libertés. En 1987 et 1988, de gigantesques manifestations se produisent pour réclamer le départ de Ne Win. Celui-ci se retire en juillet 1988, mais trop tard pour que cesse l'agitation populaire. Les manifestations se poursuivent, notamment le 8 août 1988 (8/8/88), lorsque les militaires tirent dans la foule des protestants non armés. On ne connaîtra jamais le nombre exact de morts provoqués par cette folle répression, mais il se compte avec certitude par milliers. L'armée demeure au pouvoir et en septembre 1988, un "Conseil d'Etat pour la restauration de la loi et de l'ordre" (plus connu sous son acronyme anglais SLORC, pour "*State Law and Order Restoration Council*"), récemment créé, instaure la loi martiale.

Il abandonne la "voie birmane du socialisme" et ouvre l'économie au secteur privé et à l'investissement étranger.

Des élections sont organisées en 1990, les premières depuis 30 ans. Elles débouchent sur une victoire éclatante du parti démocratique fondé par la fille d'Aung San, Mme Aung San Suu Kyi (NLD - Ligue nationale pour la démocratie) qui, malgré une série de manœuvres des militaires, emporte 392 des 485 sièges à pourvoir. L'armée ne respecte pas ce verdict. Elle envahit les bureaux de la NLD et arrête ses principaux dirigeants. Dans les années 90, la dictature consolide encore son pouvoir en remportant d'importantes victoires sur les rebelles karen et mon le long de la frontière thaïlandaise, et en signant des cessez-le-feu avec d'autres groupes ethniques armés. Aung San Suu Kyi reçoit les prix internationaux les plus prestigieux, dont le prix Nobel de la Paix en 1991 mais, détenue en résidence surveillée, elle ne peut les recevoir en mains propres. En 1997, un remaniement au sein du régime a transformé le SLORC en SPDC (*State Peace and Development Council*, c'est-à-dire Conseil national pour la paix et le développement), mais rien ne change dans la pratique.

Aung San Suu Kyi est libérée de sa résidence surveillée le 6 mai 2002 mais le 30 mai 2003, lors d'une tournée politique dans le nord du pays, son convoi est attaqué par des combattants liés à la junte militaire. Beaucoup de ses partisans sont tués ou blessés lors de cette embuscade. Elle réussit à s'échapper mais est arrêtée un peu plus tard. Elle est assignée à résidence en septembre 2003.

En septembre 2007, une insurrection populaire de grande envergure contre le régime militaire a lieu à l'instigation de moines bouddhistes et avec le soutien des travailleurs, des étudiants et des militants de l'opposition civile. Elle trouve son origine dans la multiplication par deux des prix des carburants, qui s'est répercutée sur le coût du transport et des denrées de base. Le mouvement, connu sous le nom de "révolution safran", est écrasé par les forces armées les 26 et 27 septembre, provoquant des centaines de morts et de blessés et menant à l'arrestation de milliers de personnes.

En mai 2009, l'intrusion d'un touriste américain dans la résidence d'Aung San Suu Kyi vaut à cette dernière d'être de nouveau emprisonnée. Au terme d'un procès fantôme, Aung San Suu Kyi s'est d'abord vue condamnée à trois ans de prison et de travaux forcés pour avoir enfreint les termes de son assignation à résidence, une peine commuée en 18 mois de résidence surveillée. La parodie de procès visait avant tout à faire en sorte que la figure de proue de l'opposition birmane ne puisse jouer aucun rôle dans les prochaines "élections" nationales, annoncées en 2010.

Le scrutin que la junte promet d'organiser en 2010 est une étape d'un projet de réforme politique qu'elle a lancé en 2003. Pompeusement intitulé "Feuille de Route vers la Démocratie", il a été mené de façon unilatérale par les militaires, sans réelle concertation avec les opposants politiques ou les représentants des minorités ethniques du pays. Il a conduit à un référendum

sur une nouvelle Constitution en mai 2008, quelques jours après qu'une partie du sud du pays ait été dévastée par le cyclone Nargis, qui a provoqué la mort de plus de 140.000 personnes. Chacun s'attendait à ce que ce référendum soit reporté pour laisser les victimes se réorganiser, mais les militaires ont tenu à le maintenir et ont refusé l'envoi d'observateurs internationaux. Selon le gouvernement, 98,1% des électeurs inscrits se sont exprimés lors de ce référendum et 92% d'entre eux ont voté en faveur de la Constitution. Il est toutefois impossible de déterminer combien de Birmans étaient véritablement favorables à ce projet car la propagande en faveur du "oui" était extrême dans les semaines précédant le vote.

La nouvelle Constitution contient de nombreuses dispositions qui ne laissent planer aucun doute sur la volonté de la junte militaire de se maintenir au pouvoir après le scrutin. Elle réserve à l'armée 25% des sièges au Parlement ainsi que des pans entiers des pouvoirs exécutif et judiciaire. Elle garantit l'impunité aux auteurs de violations des droits humains commises par le passé et elle accorde aux militaires le droit de suspendre tous les droits fondamentaux "en cas d'urgence".

IV. Niveau de vie en Birmanie

Pour mieux comprendre les réalités décrites dans ce rapport, il est utile de se faire une idée du niveau de vie de la grande majorité des Birmans.

4.1) Généralités

Selon un rapport publié en avril 2008 par la CSI, une enquête du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) a déterminé que 95% de la population birmane vit avec moins d'un dollar par jour⁵ et que 90% vit avec moins de 65 cents par jour⁶. Or, un rapport sur l'économie birmane publié un mois plus tôt par le Conseil national de l'Union de Birmanie⁷ indique que début 2008, une famille moyenne composée de quatre personnes et vivant à Rangoon a besoin de près de trois dollars par jour pour s'assurer un minimum de subsistance (une nourriture de base et un logement, sans compter les coûts de scolarité, les soins de santé, etc.).

C'est pour combler cette différence énorme entre coût de la vie et revenu moyen par habitant qu'un très grand nombre de Birmans doivent se résoudre à faire travailler leurs enfants ou à envoyer un membre de leur famille à l'étranger pour y trouver du travail. Plus de 3 millions de Birmans sont ainsi devenus des travailleurs migrants (principalement en Thaïlande), mais la crise économique mondiale est en train de provoquer une baisse des sommes qu'ils peuvent envoyer à leurs familles.

4.2) Quelques exemples de salaires :

Lorsqu'on leur demande leur niveau de revenu, la plupart des Birmans citent un montant journalier approximatif car ils n'ont pas d'emploi fixe, pas de contrat de travail. Il leur arrive donc d'être plusieurs jours sans revenu. Voici quelques exemples de salaires pour les travailleurs birmans adultes (au marché noir, 1 dollar valait 1.150 kyats en août 2009) :

- **Travailleuse de la construction:** 1.000 kyats par jour (0,86 dollar)
- **Travailleur journalier dans l'agriculture:** 1.500 kyats par jour
- **Travailleuse d'une fabrique artisanale en région rurale :** 500 kyats par jour
- **Charpentier dans la région de Rangoon:** 4.500 kyats par jour, ou 1.800 s'il s'agit seulement d'un travail d'assistant charpentier
- **Assistant chauffeur de camion:** 2.000 kyats par jour
- **Travailleur d'une forge artisanale de la région de Rangoon:** de 2.500 à 3.500 kyats par jour
- **Travailleur d'une pêche:** 2.000 kyats par jour
- **Travailleuse non qualifiée d'une usine d'une zone industrielle de la région de Rangoon:** 35 dollars par mois (pour des semaines allant de 48 à 74 heures de travail)
- **Cadre diplômé:** de 100.000 à 150.000 kyats par mois



L'endroit où vous attendez le retour de votre mari

"Beaucoup de personnes n'ont pas d'emploi fixe. Dans la banlieue de Rangoon, une famille se lève tôt, elle prépare la nourriture pour le matin et le midi, puis elle nettoie les plats qu'elle amène avec les couvertures, des vêtements et le filet anti-moustiques chez un individu qui leur donnera de l'argent en échange. Le père se rend à Rangoon avec cet argent pour chercher un travail, la mère et l'enfant attendent son retour. Quand il revient, s'il a suffisamment d'argent pour racheter les choses déposées le matin, ils les récupèrent. Parfois, l'homme ne revient pas car il est honteux de ne pas avoir trouvé de travail en ville. Dans une zone industrielle, il y a un endroit nommé "Lin-Hmaw-Gone" ce qui signifie "endroit où vous attendez le retour de votre mari", car de nombreux habitants se rendent le matin chez le prêteur sur gages local".

(Citation tirée d'une interview de Maung Maung, secrétaire général de la FTUB, publiée sur le site de la CSI à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article4349&lang=fr>)

V. L'enseignement en Birmanie

5.1) Les politiques de la junte entraînent l'un des plus faibles taux de scolarisation du monde

En théorie, la législation birmane prévoit un enseignement gratuit et obligatoire jusqu'au quatrième niveau primaire (seulement). Dans la pratique, selon une ONG active en Birmanie dans le domaine de l'enfance, 4 millions d'enfants âgés de 5 à 13 ans n'étaient pas scolarisés en 2006⁸ et selon l'UNICEF, moins de 55% des enfants birmans achèvent leurs études primaires⁹. Un économiste spécialiste de la Birmanie à l'Université Macquarie de Sydney avance que le système d'enseignement birman est à ce point dégradé que le niveau d'illettrisme en région rurale est le double de celui enregistré lorsque le pays était une colonie britannique¹⁰.

De nombreux facteurs directement liés à la politique de la junte militaire expliquent cette situation catastrophique. Nous dressons ci-dessous une liste (non exhaustive) de quelques-uns des principaux facteurs.

A) Le financement de l'enseignement public est beaucoup trop bas

Un rapport publié en 2008 par la CSI dénonce les conséquences de la gestion de l'économie birmane par la junte militaire: "Le gouvernement birman dépense 0,5% du PIB pour la santé et 0,9% pour l'éducation, des chiffres nettement inférieurs à ceux des autres gouvernements de la région. Par comparaison, au Cambodge et au Laos, qui comptent parmi les pays les plus pauvres d'Asie, ces dépenses représentent respectivement 3,5% et 3,3% du PIB. D'autre part, le budget de la défense en Birmanie, qui représente 40% du PNB, est plus de 28 fois plus élevé que les budgets additionnés de la santé et de l'éducation"¹¹.

L'armée birmane, la Tatmadaw, compte environ 400.000 hommes, ce qui en fait la plus grande armée d'Asie du Sud-Est en termes de personnel... alors que le pays est en paix avec tous ses voisins. Elle n'a d'autre fonction que d'écraser toute opposition interne et de faciliter la "gestion" du pays par la junte.

En dehors des écoles pour civils, le SPDC¹² a créé un réseau d'enseignement primaire et secondaire réservé aux enfants de militaires hauts gradés. Bien pourvues en matériel scolaire, les meilleures de ces écoles demandent des frais d'inscription trop élevés pour le commun des Birmans. L'enseignement qui y est dispensé présente l'armée comme le "sauveur" de la nation, un sauveur à qui il faut toujours obéir, sans jamais émettre la moindre critique...

B) Les salaires indécents des enseignants impliquent un système onéreux de cours privés

En l'absence de toute liberté syndicale, les enseignants birmans n'ont d'autre choix que d'accepter les salaires imposés par le gouvernement. En 2007, les salaires ont augmenté dans la fonction publique, mais c'était loin d'être suffisant pour couvrir la hausse du coût de la vie. Actuellement, les salaires se situent aux alentours des 27.000 à 30.000 kyats (23 à 26 dollars) par mois pour les enseignants primaires, aux environs des 35.000 à 45.000 kyats (30 à 39 dollars) par mois pour ceux du niveau secondaire.

Confrontés à ces salaires beaucoup trop bas pour assurer une vie décente, la plupart des enseignants recourent au système de "*tuition fee*" qui, dans le contexte birman, correspondent à des cours particuliers. La plupart des instituteurs et des professeurs n'enseignent que brièvement la théorie pendant les heures normales d'école afin de pousser les élèves à assister à leurs cours particuliers, le soir ou le week-end. Ils ont lieu dans la maison de l'enseignant ou d'un parent d'élève. C'est là que les enfants peuvent poser les questions et faire des exercices.

Les élèves dont les parents ne peuvent payer ces cours se sentent discriminés par rapport aux autres, et risquent de perdre leur motivation. Or, les prix de ces cours sont élevés par rapport aux revenus des parents. Dans l'enseignement primaire, il faut compter de 1.000 à 3.000 kyats par mois pour les élèves qui fréquentent une petite école publique. Dans l'enseignement secondaire inférieur, les coûts sont compris dans une fourchette allant de 3.000 à 5.000 kyats par mois et par matière. Dans le secondaire supérieur, il faut payer de 10.000 à 50.000 kyats par mois et par matière. Les enseignants des meilleures écoles publiques des grandes villes peuvent demander des prix beaucoup plus élevés, mais ces écoles ne sont fréquentées que par les enfants des familles les plus riches.

Ceux qui paient ces cours ont beaucoup plus de chances de réussir les examens, soit parce qu'ils seront favorisés par les enseignants, soit parce qu'ils auront mieux compris les leçons, ou encore parce qu'ils auront reçu les questions de l'examen à l'avance. La grande majorité des parents choisissent quelques matières parmi les plus importantes. "Les enseignants savent que tous les parents n'ont pas la possibilité de payer ces cours, il est donc possible de réussir les examens sans les suivre, mais avec plus d'efforts et sans mention élevée, explique une opposante vivant en Birmanie. L'enseignement birman s'effectue principalement à travers la méthode du "par cœur". Les enfants qui suivent les cours privés reçoivent les réponses avec les mots exacts de la réponse à telle ou telle question. S'ils répondent aux questions d'un examen exactement de cette façon, ils obtiennent la note la plus élevée. S'ils formulent leur réponse autrement, ils obtiennent une note moins bonne, même si le contenu de la réponse est tout à fait correct".

Ce système de cours privés est très proche d'un achat des diplômes. Il est généralisé dans les grandes villes comme Rangoon, avec des prix variant selon

la qualité de l'école. "Les enseignants s'attendent à recevoir ces revenus complémentaires et, même si c'est parfois inconscient, ils ne considéreront pas de la même façon les élèves qui ne pourraient se les permettre", explique un travailleur social de Rangoon. Les pressions en faveur de la participation à ce système de "tuition fee" semblent moins grandes dans les régions rurales, d'une part parce que le coût de la vie y est moins élevé, d'autre part parce que les gens y sont généralement plus pauvres et ont donc encore moins les moyens de payer les cours privés. Par ailleurs, les enseignants peuvent y être plus dévoués: s'ils sont issus du même village que ceux des enfants, s'ils connaissent bien leurs familles, ils ont davantage de motivation pour aider à l'éducation de ces enfants. C'est moins le cas dans les grandes villes, où les enseignants courent aussi le risque d'être transférés d'un quartier à un autre et de perdre les contacts sur le long terme avec les communautés.

C) Les autres frais scolaires trop élevés par rapport aux revenus des parents

En plus des cours privés, les parents d'élèves doivent aussi supporter toute une série de frais au début de l'année scolaire: pour les manuels, les cahiers d'exercice, l'uniforme, le nettoyage et/ou la maintenance de l'école, un éventuel équipement informatique, le papier des examens, les activités sportives, etc. Le coût d'une scolarité peut ainsi atteindre les 4.000 à 5.000 kyats par mois au niveau primaire.

Les parents ont souvent des doutes sur ce qu'il advient de l'argent qu'ils doivent verser aux écoles, par exemple pour les frais de maintenance, mais dans un pays où toute contestation peut mener en prison pour longtemps, ils



Discrimination garçons-filles

Comme dans la plupart des pays en développement, les parents qui n'ont pas les moyens d'envoyer tous leurs enfants à l'école choisiront plutôt les garçons, et garderont les filles à la maison pour les former aux tâches ménagères. Cette discrimination, déjà condamnable en soi, porte préjudice à l'ensemble de la société puisque l'on sait que la qualité des soins apportés par une mère à son enfant augmente selon le niveau d'éducation qu'elle a reçu.

n'osent généralement pas poser de questions. Ils préfèrent payer ou, s'ils n'y parviennent pas, ne plus envoyer leurs enfants à l'école. Une organisation de défense des droits humains de l'ethnie Mon cite un exemple: le 15 août dernier, dans une école de la ville de Ye (Etat Mon), la "No.1 Basic Education Middle School", les 1.500 élèves ont appris qu'ils devraient payer au cours de l'année scolaire 9.000 kyats pour les élèves des grades 1 à 6, et 16.500 kyats pour ceux des grades 7 et 8. Selon un élève, on leur a dit que c'était pour acheter des poubelles pour le recyclage et des cruches pour l'eau. L'ONG estime que l'école devrait ainsi recevoir au moins 4,5 millions de kyats. Or, elle évalue à environ 3.000 kyats le prix d'une poubelle, et une cruche à 1.500 ou 4.500 kyats, et fin septembre, seules quelques poubelles avaient été achetées.¹³

Dans les communautés les plus pauvres, cependant, les directions d'école peuvent comprendre qu'il est impossible aux parents de payer tous les frais imposés ailleurs. Par exemple, dans un village de l'ethnie Pa-O situé à environ 7 kilomètres d'Inthein, dans l'Etat Shan, l'école primaire n'impose pas l'achat d'uniformes. Les parents ne paient que 1.500 kyats par an pour l'inscription scolaire, ils se partagent aussi les frais de logement et d'alimentation des institutrices qui viennent habiter le village.

D) La mauvaise qualité de l'enseignement

Les classes surpeuplées rendent l'enseignement difficile et démotivent les élèves qui auraient besoin d'un suivi (ce qui justifie aussi la nécessité de recourir aux cours privés). Des classes de 50 à 70 élèves sont courantes en Birmanie, et il n'est pas rare de trouver des classes de 80 enfants. Cette situation s'explique notamment par le manque d'écoles et d'enseignants. Selon l'Internationale de l'Education, lorsque les parents ne pouvaient pas payer de cours privés, des enseignants ont été contraints de trouver un autre emploi¹⁴, ce qui aggrave la pénurie d'enseignants.

Le manque d'écoles est encore plus criant au niveau secondaire. Dans le village de l'ethnie Pa-O mentionné plus haut, par exemple, à peine un enfant sur quinze poursuit son éducation au-delà du niveau primaire, car l'école secondaire la plus proche est à Inthein, à environ deux heures de marche. En l'absence de tout transport en commun, la plupart des parents de ce type de village ne vont pas imposer à leurs enfants de parcourir de telles distances à pied: d'une part, ils ne sont eux-mêmes pas très conscients de l'importance de l'éducation, d'autre part, ils préfèrent avoir leurs enfants près d'eux pour les aider dans le travail.

La formation des professeurs laisse également à désirer, à nouveau parce que le gouvernement n'investit pas les fonds suffisants dans ce domaine. Selon les chiffres de l'Internationale de l'Education, 24% des instituteurs ne sont pas diplômés¹⁵. Nous avons visité plusieurs écoles dans le pays, et à chaque fois, le ou la professeur d'anglais était appelé(e) à la rescousse pour faciliter la communication. Aucun(e) de ces enseignant(e)s n'a pu engager une conversation allant plus loin que les habituels "What is your name?" ou encore "Hello, how are you? Fine, thank you", non qu'ils ou elles aient peur de parler,

mais bien parce que leur connaissance de l'anglais est purement théorique. Comme déjà signalé, l'enseignement se limite généralement à la lecture des livres et à des répétitions par cœur de phrase ou de mots de vocabulaires. Face aux manques de progrès, certains élèves ou parents se découragent.

E) La problème de langue ou d'accès à l'enseignement pour les ethnies non birmanes

Dans les régions où habitent les ethnies non birmanes, la langue utilisée à l'école est un problème majeur puisqu'il s'agit officiellement du birman, que beaucoup d'enfants et de parents ne comprennent pas. Cette façon de vouloir leur imposer la langue birmane irrite les populations ethniques, et l'impossibilité de communiquer facilement aggrave la démotivation des enseignants dépêchés par le gouvernement dans ces villages. Dans la pratique, certains enseignants acceptent de s'adapter à la langue locale pour la première ou la deuxième année du niveau primaire, mais c'est loin d'être systématique et ce n'est pas officiel.

Toutes les ethnies non birmanes sont confrontées à ce problème mais la situation des Rohingyas, une minorité musulmane de quelque 725.000 membres vivant dans le nord de l'Etat Arakan, à la frontière du Bangladesh, est particulièrement difficile à cet égard: les enfants rohingyas n'ont pas le droit de s'inscrire dans les écoles publiques au-delà du niveau primaire car elles sont réservées aux citoyens du pays. Or, les Rohingyas ont été privés de la citoyenneté birmane par la loi de nationalité de 1982. De très lourdes restrictions empêchent par ailleurs aux Rohingyas de se déplacer d'un village à l'autre, ce qui empêche de très nombreux enfants d'accéder à l'enseignement (sans parler des soins de santé).

F) Le manque d'électricité

Difficile d'étudier ou de faire ses devoirs le soir quand on n'a pas d'électricité. Or, l'alimentation en électricité n'a cessé de se détériorer ces dernières années en Birmanie, surtout depuis de la décision de la junte de déménager la capitale de Rangoon à Nay Pyi Taw, dans le centre du pays. Cette nouvelle capitale, à la population composée principalement de fonctionnaires, est la priorité absolue de la junte en ce qui concerne l'alimentation électrique, quitte à ce que d'autres villes ou régions plus fortement peuplées en soient privées. A Rangoon par exemple, l'énergie électrique n'est plus disponible que par périodes de six heures, selon un système de rotation entre les quartiers... et les pannes sont fréquentes durant les six heures où l'alimentation est supposée fonctionner. Seules les familles les moins pauvres peuvent s'alimenter en électricité par des générateurs.

Poussés à bout, de plus en plus d'habitants birmans osent critiquer la gestion par la junte des ressources naturelles et de l'énergie. Ils soulignent que leur pays vend du gaz naturel à la Thaïlande et à la Chine pour la production d'électricité, mais qu'il est incapable de satisfaire les besoins des Birmans dans ce domaine. Selon le réseau ALTSEAN, à peine 5% de la population a accès à cette alimentation électrique.¹⁶

G) Le grand manque de capacité d'accueil pour les enfants présentant un handicap

Le gouvernement birman ne consacre quasiment aucun budget à l'éducation des enfants présentant un handicap. Or, sans formation, ceux-ci demeureront une charge pour leur famille, ce qui accentue leur discrimination. Selon les données de l'Internationale de l'Education, le gouvernement ne gère que trois écoles pour les personnes aveugles, deux pour les personnes sourdes, et deux centres de réhabilitation pour les enfants présentant un handicap. Des ONG locales gèrent quatre écoles pour personnes aveugles.¹⁷

5.2) Les solutions alternatives

Face au manque criant d'investissement public dans l'enseignement, les Birmans recourent à la débrouille pour offrir un minimum de scolarité à leurs enfants. Nous énumérons ci-dessous quelques-unes des initiatives les plus courantes.

A) Les écoles monastiques

En Birmanie, beaucoup de moines sont impliqués dans la vie sociale des communautés. Certains ont créé des écoles où les enfants de familles pauvres peuvent recevoir un enseignement quasiment gratuit, en plus des leçons sur le bouddhisme. Ces écoles monastiques sont financées par les dons des communautés locales, de personnes aisées appartenant ou non à ces communautés. L'achat d'uniformes n'y est pas obligatoire. Ce système d'écoles monastiques n'est cependant pas généralisé. Dans la grande majorité de ces écoles, l'enseignement dispensé ne dépasse pas le niveau primaire mais dans quelques cas, les moines trouvent la possibilité de financer la poursuite de la scolarité des élèves les plus doués, dans des écoles du gouvernement.

B) Les écoles financées ou gérées par les communautés

Dans les régions reculées dénuées de structures scolaires, des communautés ont parfois la chance de pouvoir compter sur des financements privés pour construire une école. Dans certains cas, l'argent provient d'ONG. Dans d'autres cas, ce sont les habitants les plus aisés qui se cotisent pour construire l'école, comme dans un village lacustre proche d'In Phaw Khone, sur le lac Inle (Etat Shan): comme il n'existait aucune école maternelle, les enfants en bas âge restaient chez eux sous la surveillance de leurs frères ou sœurs plus âgés pendant que leurs parents travaillaient, ce qui mettait en danger la scolarité de ces frères ou sœurs. Des villageois aisés et quelques donateurs externes ont récemment financé la construction d'une école maternelle. Chaque parent paie 1.000 kyat par mois pour l'inscription de leur enfant, ce qui permet notamment de financer le petit salaire de l'institutrice (20.000 kyats par mois).

Un syndicat soutient clandestinement cinq écoles

Le syndicat FTUB (Federation of Trade Unions – Burma), affilié à la CSI mais interdit en Birmanie, soutient clandestinement cinq écoles dans différentes régions du pays. Ses donations aux écoles lui permettent d'être proches des enseignants et des parents, de les sensibiliser sur tous les thèmes liés au travail. "De leur côté, les parents et les enseignants nous informent de leur quotidien, et nous pouvons parfois les aider, explique un militant clandestin de la FTUB. Par exemple, si des petits agriculteurs sont victimes d'une saisie de leurs terres, de leurs récoltes ou de leur bétail de la part de l'une ou l'autre autorité (armée, police, ...), nous allons écrire une lettre aux représentants du SPDC pour les informer et tenter d'obtenir une compensation ou le retour des éléments confisqués. Nous n'agissons pas en tant que FTUB puisque la junte considère notre syndicat comme une organisation "terroriste", mais nous pouvons écrire à titre individuel, comme conseiller, avocat, ami de telle ou telle victime. Il est déjà arrivé que nous obtenions une réaction positive du SPDC dans ce genre de cas".

Note: Pour en savoir plus sur les activités de la FTUB à l'intérieur et à l'extérieur de la Birmanie, veuillez consulter Vison Syndicale n°15, disponible à l'adresse http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/VS_burma_FR.pdf, ou encore le site www.ftub.org



C) Les écoles itinérantes pour personnes déplacées à l'intérieur du pays

Selon le dernier rapport du Thailand Burma Border Consortium¹⁸, au moins 470.000 personnes sont actuellement des déplacées internes dans l'est du pays (on évalue à au moins un million le nombre total de déplacés internes en Birmanie), dont au moins 75.000 ont été contraintes de quitter leur domicile entre août 2008 et juillet 2009. Une partie de ces déplacements forcés résulte de la volonté des troupes du SPDC de vider et contrôler les zones peuplées de groupes ethniques réputés hostiles au gouvernement, une autre partie est la conséquence de projets de développement.

L'estimation totale de 470.000 inclut environ 231.000 personnes vivant dans des installations temporaires, au sein de zones administrées par des groupes ethniques ayant conclu un cessez-le-feu avec la junte. 128.000 autres ont suivi les ordres d'évacuation de leurs villages et se sont installées dans des sites de relogement désignés par les autorités. Les plus vulnérables sont les 111.000 civils qui se cachent dans les zones les plus touchées par les accrochages militaires entre l'armée birmane et les groupes d'opposition armés. Ceux-là tentent d'échapper à la vie dans les sites de relogement en se réfugiant dans la jungle, où ils doivent sans cesse se déplacer pour éviter d'être retrouvés par les soldats du gouvernement.

Les conditions de vie dans la jungle sont extrêmement difficiles, mais certains villageois parviennent à relancer de mini-écoles qui les suivent à travers leurs déplacements. Ils demandent aux plus éduqués d'entre eux d'enseigner quelques notions de base et l'alphabet aux enfants. Des organisations non gouvernementales envoient de courageux militants à travers ces jungles avec des sacs remplis de médicaments et de petit matériel scolaire qu'ils remetttront aux personnes déplacées.¹⁹ Ces "jungle schools" (écoles de la jungle) démontrent la volonté du peuple birman d'offrir un minimum d'enseignement à leurs enfants, même dans les circonstances les plus extrêmes.

5.3) L'enseignement supérieur

Les étudiants des universités ont joué un rôle important dans les manifestations de 1988 qui réclamaient le retour de la démocratie. Depuis, ils inspirent de grandes craintes aux généraux du SPDC, qui ont tout fait pour empêcher un fonctionnement normal des universités civiles.

Longtemps fermées par le passé, les universités sont ouvertes à l'heure actuelle, mais beaucoup de professeurs manquent dans les branches scientifiques et les langues étrangères parce qu'ils préfèrent travailler dans le privé ou à l'étranger, où ils peuvent gagner un salaire plus élevé.

De peur de voir de nouveaux foyers de contestation grandir, la dictature a établi les facultés dans des endroits très éloignés les uns des autres et parfois très éloignés des centres urbains. Comme ces facultés ne sont pas équipées de logements adaptés aux revenus des étudiants, ceux-ci perdent un temps

considérable dans les transports en commun. A Rangoon par exemple, les facultés sont situées à au moins 15 kilomètres du centre, et il faut un minimum de 90 minutes pour y accéder en bus. Cela représente donc une perte de temps d'au moins trois heures par jour dans des transports en commun bondés.

Vu les difficultés imposées par le gouvernement aux universités civiles et les restrictions aux inscriptions dans les instituts militaires, certains étudiants s'inscrivent à des cours universitaires par correspondance, mais ceux-ci n'offrent quasiment pas de possibilité d'apprentissage actif. "De temps en temps, ces étudiants doivent se rendre à la faculté pour suivre des cours intensifs durant une période limitée, par exemple 14 jours, mais le reste du temps, cours et exercices ont lieu par correspondance, explique une opposante vivant à Rangoon. Or, quasiment aucun étudiant par correspondance n'effectue les exercices seul, tout le monde paie quelqu'un pour le faire. Et comme dans presque tout le reste de l'enseignement birman, si les étudiants paient les cours intensifs, ils réussissent l'examen..."

Plusieurs universités birmanes organisent ce genre de cours par correspondance, qui restent moins chers que le suivi de toute une année universitaire. "L'inscription à ces cours coûte 20 dollars, explique une étudiante vivant à 20 kilomètres de Rangoon. Les trois mois suivants ne me coûtent que 5 ou 6 dollars par mois (le prix du transport pour aller chercher régulièrement les cours et exercices), et le dernier mois, je dois payer 50 dollars pour les cours intensifs".

Dans bien des cas, ce système s'avère moins onéreux que les cours universitaires réguliers, où la pratique du "tuition fee" demeure répandue, avec des prix avoisinant les 80.000 kyats par matière et par an. Les étudiants semblent cependant moins contraints à se plier à ce système que dans les niveaux d'enseignement primaire et secondaire... mais pour de mauvaises raisons. "Le gouvernement donne pour instruction aux universités de ne pas faire rater un grand nombre d'étudiants, quels que soient leurs résultats, par peur qu'il y ait une révolte, des manifestations, poursuit l'opposante vivant à Rangoon. Le pourcentage à atteindre pour réussir l'examen dépend de la moyenne des résultats. Il faut qu'au moins trois quarts des étudiants réussissent, et donc, même si on doit fixer le seuil de réussite à 35% des points, on le fera! Les professeurs sont seuls face au système, ils n'ont aucune protection syndicale lorsque les autorités leur mettent la pression. L'an dernier, dans une classe de doctorants, un professeur n'avait que cinq réussites sur un total de douze étudiants, c'était sa décision en âme et conscience, sur base des examens. Le jour suivant la publication de ces résultats, il a constaté que tous les étudiants avaient finalement réussi : il y avait eu une intervention plus haut dans la hiérarchie, ou au niveau du ministère, on ne sait pas vraiment de qui elle venait".

Dans ces conditions, les entreprises ne font guère confiance aux jeunes diplômés sortis des universités birmanes. Beaucoup d'entre eux sont donc obligés de travailler pour l'administration, qui n'offre que des salaires de misère, ou d'effectuer des petits boulots qui n'ont rien à voir avec leur diplôme.

"Je suis diplômé en histoire, mais il n'y a aucun emploi disponible dans ma branche, je suis donc serveur dans un petit restaurant, avec un salaire de 15.000 kyats par mois", regrette un jeune homme de la ville de Bago. Cette situation n'incite pas les Birmans à investir temps et argent pour faire des études.

Le développement d'Internet offre un espace d'apprentissage... censuré!

Le développement récent d'internet en Birmanie offre un espace d'apprentissage pour les jeunes des grandes villes, où de nombreux cybercafés ont vu le jour. Cet accès demeure cependant réservé par définition à ceux qui savent manipuler un ordinateur, soit à une toute petite minorité des Birmans. Les jeunes internautes doivent aussi faire très attention à ne pas s'aventurer en dehors des sites que le SPDC juge "politiquement corrects". Thin, ancien gérant de cybercafé à Rangoon, explique la politique de cyber-répression du régime: "Il emploie une centaine de spécialistes d'internet à Yadanabon Cyber City, une "silicon valley" développée par la junte dans la ville de Pyin U Lwin, non loin de Mandalay. Ces spécialistes se relaient jour et nuit pour surveiller les mouvements des Birmans sur la toile. Les internautes ne peuvent jamais savoir à quoi s'en tenir: parfois, ces employés du gouvernement les laissent évoluer un moment vers des sites sensibles ou interdits, avant d'interrompre subitement leur connexion... ils retrouvent ensuite l'internaute grâce à son adresse IP, et celui-ci risque de graves ennuis".

La plupart des cybercafés affichent des avertissements interdisant de surfer sur les sites à caractère politique ou qui interfèrent avec les "affaires internes de l'Etat". De nombreux sites étrangers sont censurés (dont celui de la CSI). Certains Birmans sont capables de contourner la censure, mais les risques sont grands, tant pour les cybernautes que pour les gérants des cybercafés. "Comme les cybercafés ne demandent pas l'identité de leurs clients, leurs gérants courent le risque d'être arrêtés si des sites interdits sont visités, explique Thin. Des gérants se sont déjà retrouvés sous les verrous pour cette raison. Le gouvernement a aussi demandé aux cybercafés d'installer un programme qui enregistre une capture d'écran automatique toutes les 30 minutes".

VI. Le travail des enfants

Dans la très mauvaise situation économique provoquée par la politique de la dictature militaire, les revenus des adultes ne suffisent pas à garantir la survie de la plupart des ménages. La société birmane a toujours confié quelques tâches aux enfants (aider les parents lors des récoltes, aller chercher l'eau à la source, s'occuper des frères et sœurs cadets, etc.), mais dans le contexte actuel, beaucoup d'enfants ne reçoivent pas la moindre chance de scolarité et travaillent dès le plus jeune âge.

Le gouvernement birman ne mène aucune action crédible pour combattre le travail des enfants, pas même ses pires formes, qui sont largement répandues dans ce pays. La Birmanie n'a d'ailleurs ratifié ni la Convention 138 de l'OIT sur l'âge minimum, ni la Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants (elle a par contre ratifié la Convention internationale sur les droits de l'enfant en 1991).

La loi fixe à 13 ans l'âge minimum pour le travail, mais elle n'est absolument pas appliquée, et la répression sauvage de toute organisation syndicale facilite fortement ce non-respect de la législation. Très souvent, les travailleurs ne sont pas au courant de l'existence des lois pouvant les protéger, des lois interdisant le travail des plus jeunes enfants.

Les principaux secteurs où l'on trouve du travail d'enfants en Birmanie sont les suivants (cette liste n'est pas exhaustive et les travaux ne sont pas classés par nombre d'enfants qui les exercent) :

A) L'agriculture

70% de la population birmane vit dans les régions rurales, où les habitants sont presque tous cultivateurs et/ou éleveurs. Il est rare que les enfants n'aident pas leurs parents dans les champs ou l'élevage. Idem pour les familles de pêcheurs. Ce niveau d'implication varie d'une famille à l'autre, selon ses revenus, la proximité d'une école, la motivation des parents au sujet de l'enseignement, etc. Il augmente beaucoup lorsque les hommes sont réquisitionnés par les troupes du SPDC pour du travail forcé.

B) Le travail dans les tea-shops et la restauration

Les tea-shops (petits établissements vendant du thé, en terrasse ou dans une salle) et petits restaurants emploient un grand nombre d'enfants. Lorsqu'ils sont situés en ville, ils emploient souvent des jeunes venus des régions rurales ou de banlieues défavorisées. Les petites chaises de leurs terrasses sont les endroits préférés des Birmans pour s'asseoir autour d'une tasse de thé. Nuit et jour, ils s'y pressent pour bavarder ... nuit et jour, ils sont servis par des enfants. Plusieurs témoignages font état de servitude pour dette : des enfants seraient employés par ces tea-shops car leurs parents n'ont pu rembourser une dette à tel ou tel usurier.

Certains employeurs imposent des horaires de travail inhumains à ces enfants. "Je travaille 7 jours sur 7, 12 heures par jour, pour un salaire de 10.000 kyats par mois, témoigne Min, un enfant de 11 ans actif dans un tea-shop proche du marché Bogyoke, à Rangoon. D'autres enfants ne gagnent que 7.000 kyats par mois. Mon patron me donne deux repas par jour, et je peux dormir dans un petit local, mais nous sommes très nombreux à nous entasser dans ce local surchauffé. Je suis constamment fatigué la journée car je ne dors pas assez. Il faut sans cesse servir les clients, nettoyer les tasses, le sol, ...".

Nous aurions souhaité parler plus longtemps avec Min, mais son regard s'est subitement rempli de peur et il est vite reparti derrière le comptoir: un camion rempli d'hommes en uniforme passait dans la rue, ce qui n'est jamais bon signe en Birmanie. Le camion a, fort heureusement, poursuivi son chemin. Dans les grandes villes de ce pays, il est fréquent de voir circuler à toute allure des camions de la police ou de l'armée chargés d'hommes en uniforme armés jusqu'aux dents. Ils ne sont généralement pas mobilisés par une intervention. Ils sont là pour rappeler à la population la force du régime, la répression qui s'abattra sur ceux qui oseraient résister. Dès le plus jeune âge, les Birmans savent que dans leur pays, à tout moment, "Big Brother is watching you".

C) La débrouille en rue (vente, collecte de déchets, mendicité...)

Des milliers d'enfants dorment chaque soir dans les rues des grandes villes. Certains s'y trouvent avec leurs parents, d'autres sont orphelins ou ont dû quitter le domicile familial pour des raisons diverses (divorce, décès d'un parent, etc.). Pour tous, c'est la débrouille au quotidien, parfois seuls, parfois avec quelques compagnons d'infortune. Les petits boulots ne manquent pas dans la rue: ramassage des bouteilles en plastique, tri des déchets, mendicité, etc. "Un enfant qui passe ses journées à collecter, trier les déchets (bouteille de plastiques, vieux métaux, ...) et mendier peut gagner de 1.000 à 3-4.000 kyats par jour, ce qui est déjà beaucoup par rapport à la plupart des travailleurs birmans, explique Zaw²¹, un travailleur social de Rangoon.

Ces enfants des rues sont des proies faciles pour les bandes de malfaiteurs actives dans la drogue, la prostitution (voir plus bas) ou d'autres activités illégales. "A Rangoon, plusieurs adultes (surtout des femmes) regroupent et organisent les enfants mendiants en petits réseaux, poursuit Zaw. Ils doivent remettre une partie de l'argent gagné la journée et peuvent, en échange, dormir chez ces personnes. Ils reçoivent aussi un peu de nourriture et de la colle (snifer de la colle est une activité fréquente chez ces enfants des rues). Elles sont comme des mères de famille d'accueil, mais elles sont loin d'être des mères exemplaires. La plupart d'entre elles sont très pauvres, certaines sont elles aussi des mendiants. Leurs logements sont des abris de fortune où de nombreux exclus de la société s'entassent: prostituées, personnes handicapées, mendiants, etc. Ces petits réseaux menacent les enfants en leur disant que s'ils acceptent l'aide de travailleurs sociaux, d'ONG, ils seront tués. Le gouvernement est cruel envers ces enfants des rues. Il est prêt à tout pour les cacher aux yeux du grand public, y compris à les enrôler dans l'armée (voir page 29) ou à les condamner à de longues peines de détention pour de petits

délits, par exemple à deux années pour le vol d'un vélo".

D) La prostitution

"Beaucoup de mineures sont prostituées la nuit, en rue ou sur les marchés, explique Zaw. Certaines tombent entre les mains de bandes de gangsters rivaux, elles vivent des moments très durs" Les hommes étrangers qui marchent aux alentours de certains grands hôtels du centre de Rangoon sont régulièrement accostés par des proxénètes proposant des filles de tous âges, y compris des mineures. Selon le rapport du Département d'Etat américain sur les droits humains en Birmanie²², des diplomates étrangers ont noté une large présence de prostituées en fin d'adolescence, et certaines maisons closes auraient proposé de jeunes adolescentes "vierges" en l'échange de grosses sommes.

Même si la situation des enfants birmans en exil n'est pas l'objet de ce rapport, nous ne pouvons ignorer les exploitations sordides dont certains d'entre eux sont victimes, notamment dans la prostitution. "Sur les 110 mineurs retenu dans une institution de Mandalay²³, 27 sont des filles de 15 à 18 ans qui ont été trafiquées vers le sud de la Chine, soit pour être mariées, soit pour être contraintes à la prostitution", affirme un travailleur social de Mandalay.

Un amalgame ne doit cependant être fait entre la migration, même illégale, et les trafics d'êtres humains. Sur plus de 3 millions de migrants birmans qui ont fui la misère ou la répression pour tenter leur chance à l'étranger (généralement en Thaïlande), seule une minorité l'a fait en tombant entre les mains de bandes de trafiquants d'êtres humains. Cela ne veut pas dire pour autant que les autres ont pu migrer et travailler dans des conditions dignes.²⁴

E) Les "petits commerces"

Les rues des villes birmanes sont remplies de petits commerces situés à même les trottoirs. On y trouve vêtements, aliments, équipements électriques, etc. Beaucoup d'enfants y aident leurs parents, ou tiennent ces commerces eux-mêmes pour le compte de leur famille. On voit aussi de très jeunes enfants vendre des souvenirs, des cartes postales ou de la nourriture dans les villes et les endroits touristiques à des heures où ils sont supposés être à l'école.

F) Le travail domestique

Dans les villes birmanes, beaucoup d'emplois de travailleurs domestiques sont occupés par des enfants venus des villages. Certains sont recrutés via des intermédiaires qui circulent dans les régions rurales pour demander aux parents de leur confier leurs enfants. Ils promettent un bel avenir à ces enfants, puis les vendent dans des secteurs comme le travail domestique.

G) La petite industrie et l'artisanat

Il y a peu d'entreprises en Birmanie mais, quand elles ne produisent pas

directement pour l'exportation, la plupart d'entre elles ne font pas grand cas de l'âge des travailleurs qu'elles emploient. L'interdiction des syndicats, la légèreté de la législation du travail, la quasi-absence d'inspection du travail laissent beaucoup de libertés aux employeurs. Dans le village lacustre de Nampan par exemple, dans l'Etat Shan, une petite fabrique de cigarettes emploie huit travailleuses, dont la plus jeune n'a que 13 ans. Leur salaire est de 560 kyats. Elles travaillent de 8 à 18h, avec une heure de pause à midi.



H) La construction et les mines

L'interdiction des syndicats et la quasi-absence de contrôle par les autorités laisse le champ libre aux employeurs qui utilisent les enfants dans la construction et les mines. La faiblesse des enfants les rend toutefois moins intéressants pour ce genre de travail. D'après certains témoignages, les employeurs de ces secteurs les engageraient surtout pour aider les travailleurs qui sont leurs parents.

VII. Le travail forcé des enfants pour le compte des autorités

La Birmanie est l'un des derniers pays où le travail forcé est imposé par des institutions de l'Etat. Chaque jour, des dizaines de milliers de Birmans doivent obéir à des ordres de réquisition émanant de l'armée ou des autorités locales afin d'accomplir toute une série de besognes: construction de routes ou de casernes, transport à dos d'homme de matériel militaire, surveillance et réparation de lignes de chemins de fer ou de pipelines, concassage de pierres, entretien de plantations au profit des autorités, etc. Le plus souvent, l'ordre consiste à envoyer une personne par ménage. Elle doit amener ses propres outils et sa propre nourriture, travailler un ou quelques jours sans rémunération. Les autorités permettent généralement aux ménages d'être exemptés du travail forcé à condition de payer une compensation financière équivalente à un ou plusieurs jours de salaire (de 1.000 à 2.000 kyats ou plus, selon les cas), rares sont donc les familles à pouvoir se permettre d'échapper au travail forcé.

Quand aucun adulte n'est disponible au sein du ménage, par exemple si les parents sont malades, décédés ou trop occupés par leur propre travail, c'est un enfant qui doit être envoyé. Dans d'autres cas, les délais impartis pour l'accomplissement des travaux forcés contraignent toute une famille à se mettre à la tâche, y compris les enfants. Un garçon de 15 ans originaire de l'Etat Kachin, non loin de la Chine, témoigne depuis la Thaïlande où il a trouvé refuge: "Jusque juin 2009, j'ai suivi une scolarité normale, j'étais en neuvième année. Je ne manquais l'école qu'en cas de travail forcé: une fois par semaine, les autorités exigent que chaque famille de mon village envoie une personne pour travailler gratuitement à différentes tâches. Il fallait payer 2.000 kyats (1,8 dollars) pour en être exemptés. Depuis l'âge de 12 ans, c'est moi qui étais envoyé car avec mon frère en Thaïlande, ma mère malade et mon père occupé par son travail, personne d'autre ne pouvait y aller. Nous ne pouvions payer la compensation de 2.000 kyats car nous sommes très pauvres, surtout depuis que l'armée birmane a confisqué les terres de mon grand-père, il y a 10 ans. Nous pouvons continuer à y travailler, mais nous devons donner gratuitement la moitié des récoltes à l'armée, qui ne participe pourtant pas aux frais d'exploitation".²⁵

Le travail forcé a valu beaucoup de critiques internationales au régime militaire, dont plusieurs condamnations par le BIT. En 2007, la junte militaire a accepté de conclure avec le BIT un protocole d'entente pour offrir aux victimes de travail forcé un mécanisme leur permettant de demander réparation. Les victimes peuvent adresser leurs plaintes au BIT-Rangoon, qui tente ensuite d'enquêter sur le terrain et d'obtenir des coupables une réparation, des excuses, quelque compensation.²⁶ Le manque de coopération de tous les niveaux de pouvoir

n'a pas encore permis à ce mécanisme d'être très efficace, mais il a le mérite de mettre une certaine pression sur les généraux. "Il semblerait qu'il y ait un sérieux "décalage" entre le souhait du gouvernement central de mettre fin au recours au travail forcé et le comportement des autorités locales, tant civiles que militaires, qui n'acceptent pas les accords trouvés, maintiennent leurs pratiques traditionnelles de recours au travail forcé et harcèlent ceux qui tentent de faire valoir les droits que leur confère la législation", souligne le bureau du BIT de Rangoon dans son rapport devant le Conseil d'administration du BIT de novembre 2009.²⁷

Le recours massif par les autorités locales au travail forcé, aux confiscations de terres et à l'extorsion d'argent font de la Birmanie l'un des derniers Etats féodaux de la planète. "Le problème est que la mentalité du régime ne change pas, souligne Maung Maung, secrétaire général de la Fédération des syndicats birmans (FTUB). Ils veulent faire croire qu'ils s'efforcent de lutter contre le travail forcé, mais le régime n'est pas prêt mentalement à ne plus y recourir, car ce n'est pas seulement à son avantage sur leur terrain, ce l'est aussi sur le plan moral: si quelqu'un peut être persécuté par une personne en uniforme, ça signifie que celle-ci est "supérieure". Le travail forcé a donc aussi pour but de montrer aux habitants qu'en s'engageant comme militaires, ils deviennent membres de la classe dirigeante. Ca s'est encore vérifié récemment lors des offensives militaires contre les ethnies dans les Etats Karen, Kachin, Shan, et en août dernier contre les Kokangs: tous les équipements militaires devaient être portés par des villageois".²⁸

Des témoignages récents confirment la présence de mineurs parmi ces civils contraints à porter les équipements militaires de l'armée birmane et de ses groupes armés alliés.²⁹ Souvent, dans les zones de combat entre l'armée birmane et les groupes armés rebelles, les civils doivent aussi marcher à l'avant de la troupe, soi-disant pour la guider... en réalité, tous savent qu'ils sont utilisés pour "nettoyer le chemin" en cas de présence de mines antipersonnel.

Le recours au travail forcé a diminué dans certaines régions, mais il est souvent remplacé et/ou complété par des extorsions d'argent ou des confiscations de terres. Celles-ci réduisent les maigres revenus des parents, qui n'ont dès lors plus la possibilité de financer les frais de scolarité ou les soins de santé de leurs enfants. Dans l'Etat Mon par exemple, une organisation de défense des droits humains rapporte que le 3 juillet 2009, dans le canton de Ye, le bataillon d'infanterie légère n°343 a contraint les habitants à suivre un entraînement militaire d'une journée ou leur payer une amende de 6.000 kyats.³⁰

Autre exemple dans la région du Lac Inle, dans l'Etat Shan: "Depuis deux ou trois ans, le recours au travail forcé a fortement diminué dans ma région, mais les extorsions d'argent continuent, de façon plus discrète, explique un habitant d'un village lacustre. En avril par exemple, les autorités locales ont exigé de chaque famille le paiement de plusieurs milliers de kyats, soi-disant pour planter des ricins communs, en vertu d'un programme national du gouvernement qui espère en tirer un carburant naturel. Dans les villages où habitent des personnes éduquées, une résistance passive s'est plus ou

moins organisée et les gens n'ont pas payé grand-chose, sans mesure de rétorsion jusqu'ici. Paradoxalement, ce sont dans les villages les plus pauvres, ceux où la population est la moins éduquée, que les autorités ont pu récolter jusque 10.000 kyats (9 dollars) par famille, car les gens avaient très peur des menaces".³¹

Cas particulier du recrutement forcé d'enfants dans l'armée

La législation birmane rend illégal l'enrôlement d'enfants de moins de 18 ans dans les forces armées, mais les mineurs continuent d'être recrutés. Des milliers d'enfants sont actuellement soldats dans l'armée régulière birmane.³² Certains se sont portés volontaires en raison de la pauvreté, mais la plupart sont interceptés en rue et amenés aux centres de recrutement de l'armée. "En revenant du magasin de ma grand-mère, à Rangoon, je suis allé à la pagode Sule, explique un Maung, un déserteur de 18 ans, dans une interview récoltée par le groupe de défense des droits humains KHRG (Karen Human Rights Group)³³. Un soldat du camp militaire de Taw Boke m'a intercepté, il m'a dit qu'il me donnerait de l'argent de poche, mais il m'a vendu pour 20.000 kyats à un officier militaire assis à un tea-shop. Ma formation militaire a commencé le 3 juin 2008".

Ces recrutements en rue sont souvent opérés par les forces de l'ordre elles-mêmes, notamment parmi les enfants des rues. Un cas de figure fréquent est qu'un policier ou un militaire demande à un enfant sa carte d'identité. Si l'enfant n'en possède pas ou ne l'a pas sur lui, l'homme en uniforme le place devant un choix: être mis en prison ou "accepter" d'être recruté par l'armée. À côté du recrutement par les policiers ou les militaires, des mineurs sont attirés dans l'armée par des intermédiaires qui, en échange, reçoivent quelques dollars ou des avantages en nature (sac de riz, protection contre tel ou tel type de harcèlement des autorités, jouissance d'un certain crédit auprès des militaires, etc). Les contacts avec leurs parents sont généralement coupés car les officiers ne laissent pas aux enfants le temps de les prévenir.

Le haut commandement de l'armée birmane s'est engagé publiquement à ne plus utiliser d'enfants soldats, sans grand effet sur le terrain. "Souvent, les recruteurs de l'armée acceptent les enfants car ils sont face à un dilemme: d'une part, l'interdiction d'avoir des soldats de moins de 18 ans, et de l'autre, l'obligation de maintenir les contingents, or il y a beaucoup de désertions", confie Steve Marshall, Officier de liaison au BIT-Rangoon.³⁴ Les déserteurs sont gravement punis s'ils sont retrouvés (battus parfois jusqu'à la mort, abattus d'une balle dans la tête, humiliés, emprisonnés, ...), mais les désertions se multiplient, en raison notamment de la vie désagréable dans les casernes, surtout pour les plus jeunes recrues (entraînements très intensifs, nourriture exécrable, séparation avec la famille, ...) et des salaires très bas versés aux soldats. Selon Maung, le déserteur interviewé par KHRG, "un soldat reçoit 21.000 kyats par mois, mais nous ne pouvons percevoir l'entièreté de ce montant. Ils nous déduisent 5.000 kyats pour "l'épargne à la banque", et font d'autres déductions quand ils distribuent des articles de toilette. Pour un mois, nous ne recevions qu'entre 3.000 et 4.000 kyats".

Le mécanisme de plainte au BIT pour les cas de travail forcé a été étendu à la famille d'enfants victimes de recrutement par l'armée. Dans son dernier rapport au Conseil d'administration du BIT, l'Officier de liaison du BIT-Rangoon note une augmentation du nombre de plaintes : au total, 152 plaintes avaient été reçues au 15 mai 2009, mais ce nombre est passé à 223 au 28 octobre 2009, soit 71 nouveaux cas, contre seulement 31 pour la même période en 2008. Parmi les derniers cas soumis, 52 concernaient des accusations de recrutement en dessous de l'âge légal.³⁵ "Le plus jeune enfant concerné par les plaintes sur le recrutement dans l'armée avait 11 ans, mais dans la plupart des cas, ils ont entre 15 et 17ans", souligne Piyamal Pichaiwongse, officier de liaison adjointe au BIT-Rangoon.³⁶

Selon le rapport du BIT-Rangoon, il semble que l'augmentation du nombre de plaintes soit due à une meilleure information des Birmans au sujet de leurs droits (et ce même si, de façon générale, elle demeure mal informée de ses droits, en particulier dans les zones rurales), à un développement du réseau de facilitateurs de dépôt de plaintes du BIT et au fait que la population est davantage disposée à déposer plainte.

Côté autorités birmanes, on se refuse à sanctionner de façon exemplaire les personnes coupables d'avoir attiré des enfants dans l'armée. Quelques agents de recrutement de l'armée et quelques militaires ont été accusés d'enrôlement d'enfants soldats, mais dans la plupart des cas, ils n'ont reçu qu'une réprimande. La plus "lourde" sanction obtenue jusqu'ici pour des recrutements d'enfants soldats s'élève à un retrait d'un mois de salaire d'un officier... Les autorités mettent plus de zèle à punir les enfants soldats déserteurs. "Nous avons connu le cas d'un ex-enfant soldat qui a déserté il y a huit ans. Malgré ce très long délai, il était encore poursuivi. Les autorités sont allées l'arrêter chez lui et l'ont emprisonné pour cause de désertion... alors que son recrutement était illégal! Nous avons pu le sortir de prison, mais il y a de nombreux cas de ce genre", signale Steve Marshall³⁷.

En dehors de l'armée régulière, plusieurs groupes armés alliés ou ennemis de la junte recourent également au recrutement des enfants soldats.

VIII. Santé

Selon les statistiques de l'UNICEF pour l'année 2007, sur 1.000 enfants naissant en Birmanie, 74 mourront avant leur premier anniversaire et 103 avant l'âge de 5 ans. La grande majorité de ces décès sont dus à un manque d'accès aux soins et aux connaissances médicales. Le délabrement de l'enseignement et du système public de soins de santé en sont directement responsables, et pourrait être évité si le gouvernement birman y consacrait les budgets nécessaires au lieu de gaspiller l'argent de l'Etat en dépenses militaires. Selon les statistiques mondiales sur la santé publiées par l'OMS, à peine 1,5% des dépenses du gouvernement birman sont consacrées à la santé.³⁸ En 2007, il avait consacré à peine 0,7 dollar par personne à la santé.³⁹ L'OMS situe le système de santé birman au 190ème rang mondial sur 191.⁴⁰

La malnutrition favorise évidemment le décès des enfants. Or, selon l'UNICEF, environ un enfant de moins de 5 ans sur trois souffre gravement ou modérément de retard de croissance ou d'insuffisance pondérale. Les salaires indécents, la mauvaise gestion de l'agriculture, les confiscations de terres, le travail forcé, la faiblesse des soins médicaux sont quelques-uns des facteurs expliquant la malnutrition des enfants.

Le rapport sur l'économie birmane publiée en 2008 par la CSI⁴¹ dénonce aussi la manière dont le gouvernement répartit ses budgets pour la santé, car elle renforce les inégalités sociales criantes: "les hôpitaux sous le contrôle de l'armée comptent parmi les meilleurs du pays, alors que les hôpitaux civils sont sous-financés et incapables de répondre aux ravages du VIH/Sida, de la malaria et de la tuberculose. Lorsque les généraux craignent que le traitement local soit en dessous du niveau requis, ils s'envolent pour Singapour pour se faire traiter dans les hôpitaux privés les plus chers d'Asie".

Selon les données de l'OMS, le système public de soins de santé dispose de 6 lits d'hôpitaux, de 4 médecins, de 10 infirmières ou sage-femmes et de moins d'1 dentiste par tranche de 10.000 habitants (comparés respectivement à 9, 5, 12 et 1 pour la région de l'Asie du Sud-Est). La répartition géographique des infrastructures médicales est cependant très inégale. Les zones frontalières, où vivent un grand nombre de minorités ethniques, sont très défavorisées par rapport à l'axe Rangoon-Mandalay. D'innombrables villages ne disposent d'aucune structure médicale à moins de deux heures de transport.

L'existence d'un hôpital public ne constitue pas une garantie pour les patients d'être soignés: vu l'état de dénuement extrême de la plupart de ces hôpitaux, les patients doivent acheter médicaments et matériel médical lorsqu'ils s'y rendent (par leurs propres moyens vu la rareté des ambulances, voire des routes dans certaines régions). Même si les visites sont supposées gratuites, il faut payer les médecins si l'on veut avoir une chance de se faire soigner dans les hôpitaux: tout comme les autres travailleurs birmans, les médecins ne jouissent d'aucun droit syndical, ils n'ont donc pas la possibilité de négocier des salaires qui leur permettraient d'assurer leur propre subsistance. Les médecins ont généralement

un cabinet privé dans la même ville, et ne se déplacent à l'hôpital public que lorsqu'un patient peut les payer. Certains médecins adaptent toutefois leurs tarifs en fonction du niveau de pauvreté des patients. Selon la plupart des témoignages recueillis en août 2009, une consultation chez un médecin coûte aux alentours des 1.500 à 2.500 kyats. Il faut y ajouter le coût des traitements que le médecin prescrit ou des injections qu'il effectue (entre 500 et 2.000 kyats par injection).

Sur 100.000 accouchements, 380 débouchent sur un décès de la mère.⁴² Pour les accouchements, beaucoup de femmes préfèrent éviter les hôpitaux en raison des coûts et de la mauvaise qualité des soins donnés. Il faut compter 80.000 kyats pour un accouchement, et de 200.000 à 500.000 kyats pour un accouchement aidé d'une opération. Face à des montants à ce point déraisonnables par rapport à leurs revenus, la majorité des femmes accouchent chez elles, où elles sont aidées par des personnes plus ou moins qualifiées, comme les sages-femmes ou les "traditional birth attendants" ("assistantes à l'accouchement traditionnel"). Ce système n'est pas mauvais en soi si les assistantes sont réellement qualifiées et s'il est possible de se rendre rapidement dans un hôpital en cas de complication, mais les politiques de la junte militaire ont pour conséquence que ce n'est pas le cas. Des milliers d'enfants birmans gardent toute leur vie les séquelles d'accouchements effectués dans de mauvaises conditions.

IX. Conclusions

Les 47 années de dictature militaire ont plongé la Birmanie dans le chaos social. Les violations de tous les droits humains, dont les droits syndicaux, empêchent les travailleurs et travailleuses de revendiquer des salaires et un niveau de vie décent. La Birmanie n'est soumise à aucune menace militaire extérieure, mais le budget de la défense est 28 fois plus élevé que les budgets additionnés de la santé et de l'éducation. Les enfants sont des victimes directes de ces politiques: moins de 55% des enfants birmans achèvent leurs études primaires, et ils sont des centaines de milliers chaque jour à travailler durant de très longues heures, parfois sous le régime du travail forcé imposé par les autorités. Le recrutement forcé d'enfants soldats demeure une réalité très présente en Birmanie.

La junte a promis d'organiser des "élections" en 2010, mais la nouvelle Constitution dont elle a organisé l'adoption en 2008 ne laisse planer aucun doute sur la volonté des militaires de se maintenir au pouvoir après le scrutin. Ces élections ne peuvent être considérées comme une évolution vers un véritable espace démocratique. La CSI demande dès lors à la communauté internationale de maintenir ses pressions économiques et politiques sur la junte. La CSI soutient par ailleurs l'action du BIT dans sa lutte contre le travail forcé et le recrutement d'enfants dans les forces armées. Elle en appelle à davantage de soutien international en faveur de sa nouvelle affiliée, la FTUB (Fédération des syndicats birmans) qui, malgré la répression sauvage dont elle fait l'objet, lutte courageusement en faveur du respect des droits de tous les travailleurs, travailleuses et enfants birmans.

X. Notes

- 1 Lorsque nous parlons dans ce rapport de "population birmane" ou des "Birmans", nous désignons l'ensemble de la population de la Birmanie, y compris les ethnies minoritaires, qui peuplent surtout les régions frontalières.
- 2 Source: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bm.html>
- 3 Source: http://www.ei-ie.org/barometer/en/profiles_detail.php?country=myanmar
- 4 "Des bénéfices indignes: Comment le commerce et l'investissement contribuent au maintien et à la prospérité de la junte birmane", CSI, 2008, rapport disponible à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/BirmanieFR.pdf>
- 5 Lorsque les montants sont exprimés en dollars, c'est du dollar des Etats-Unis qu'il s'agit
- 6 "Des bénéfices indignes: Comment le commerce et l'investissement contribuent au maintien et à la prospérité de la junte birmane", CSI, 2008, rapport disponible à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/BirmanieFR.pdf>
- 7 "Economic Report. Burma", NCUB, mars 2008. Pour en savoir plus sur le NCUB, voir www.ncub.org
- 8 Source: <http://www.emdh.org/drupal/myanmar>
- 9 Source: <http://www.unicef.org/french/infobycountry/myanmar.html>
- 10 Turnell, Sean. "Burma's Economy 2008: Current Situation and Prospects for Reform," Burma Economic Watch, Macquarie University, Australie, Mai 2008.
- 11 "Des bénéfices indignes: Comment le commerce et l'investissement contribuent au maintien et à la prospérité de la junte birmane", CSI, 2008, rapport disponible à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/BirmanieFR.pdf>
- 12 State Peace and Development Council, "Conseil d'Etat pour la paix et le développement", nom adopté par le régime militaire birman
- 13 Voir <http://rehmonnya.org/archives/1080#>
- 14 Source: Baromètre de l'Internationale de l'Education, disponible à l'adresse http://www.ei-ie.org/barometer/en/profiles_detail.php?country=myanmar
- 15 Baromètre de l'Internationale de l'Education, disponible à l'adresse http://www.ei-ie.org/barometer/en/profiles_detail.php?country=myanmar
- 16 Voir <http://www.altsean.org/Key%20Issues/KeyIssuesEconomy.htm>
- 17 Baromètre de l'Internationale de l'Education, disponible à l'adresse http://www.ei-ie.org/barometer/en/profiles_detail.php?country=myanmar
- 18 Rapport disponible à l'adresse <http://www.tbcc.org/resources/resources.htm#idps>
- 19 Voir <http://www.freeburmarangers.org/>
- 20 Prénom d'emprunt
- 21 Prénom d'emprunt
- 22 "2008 Human Rights Report: Burma", US Department of State, disponible à l'adresse <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2008/eap/119035.htm>
- 23 Les "institutions" hébergent un mélange d'orphelins, d'enfants des rues et d'enfants qui ont violé la loi, sans grande distinction entre les catégories d'âge
- 24 Voir le reportage sur les migrants birmans en Thaïlande dans Vision Syndicale n°15, disponible à l'adresse http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/VS_burma_FR.pdf
- 25 Témoignage tiré de Vision Syndicale n°15, disponible à l'adresse http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/VS_burma_FR.pdf
- 26 Voir le reportage sur le travail forcé dans Vision Syndicale n°15, disponible à l'adresse http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/VS_burma_FR.pdf
- 27 Source: "Faits nouveaux concernant l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (no 29) sur le travail forcé, 1930", document soumis au Conseil d'administration du BIT, novembre 2009, disponible à l'adresse http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_116954.pdf
- 28 Citation tirée d'une interview de Maung Maung publiée sur le site de la CSI à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article4349&lang=fr>
- 29 Voir notamment <http://www.khrg.org/khrg2009/khrg09b11.pdf>
- 30 Source: <http://rehmonnya.org/archives/999>
- 31 Témoignage tiré de Vision Syndicale n°15, disponible à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/>

IMG/pdf/VS_burma_FR.pdf

32 Le réseau ALTSEAN (Alternative ASEAN Network on Burma) rapporte des estimations évaluant à 70.000 le nombre d'enfants engagés dans l'armée birmane, qui serait dès lors l'armée employant le plus grand nombre d'enfants soldats au monde. ALTSEAN est un réseau d'organisations et d'individus basés dans les Etats membres de l'ASEAN et qui oeuvrent en soutien au mouvement pour les droits humains et la démocratie en Birmanie. Voir www.altsean.org

33 Voir <http://www.khrg.org/khrg2009/khrg09b4.html>

34 Cité dans Vision Syndicale n°15, disponible à l'adresse http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/VS_burma_FR.pdf

35 "Faits nouveaux concernant l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (no 29) sur le travail forcé, 1930", document soumis au Conseil d'administration du BIT, novembre 2009, disponible à l'adresse http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_116954.pdf

36 Citée dans Vision Syndicale n°15, disponible à l'adresse http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/VS_burma_FR.pdf

37 Cité dans Vision Syndicale n°15, disponible à l'adresse http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/VS_burma_FR.pdf

38 Source: http://www.who.int/whosis/whostat/EN_WHS09_Full.pdf

39 Source: "A preventable fate: The failure of ART scale-up in Myanmar", MSF, novembre 2008, disponible à l'adresse <http://www.msf.org/source/countries/asia/myanmar/2008/PreventableFate/PreventableFatereport.pdf>

40 Source: <http://www.actioncontrelafaim.org/nos-missions/nos-missions-dans-le-monde/birmanie/>

41 "Des bénéfices indignes: Comment le commerce et l'investissement contribuent au maintien et à la prospérité de la junte birmane", CSI, 2008, rapport disponible à l'adresse <http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/BirmanieFR.pdf>

42 Source: http://www.who.int/whosis/whostat/EN_WHS09_Full.pdf

Editeur responsable:

Guy Ryder, Secrétaire général

CSI

5 Bd du Roi Albert II, Bte 1, 1210-Bruxelles, Belgique

Tél: +32 2 2240211, Fax: +32 2 2015815

E-Mail: press@ituc-csi.org • Site Web: <http://www.ituc-csi.org>

Rédaction et photos: **Samuel Grumiau**

Mise en page: **Vicente Cepedal**